

PROJET BRIDGE

Renforcer la résilience pour réduire
la polarisation et la montée de l'extrémisme
Juillet 2020

La polarisation dans les démocraties pluralistes : considérations sur un phénomène complexe

Par Markus Pausch

Markus Pausch est expert pour le projet BRIDGE mené par l'Efus (Renforcer la résilience pour réduire la polarisation et la montée de l'extrémisme). Ce politologue et auteur autrichien est professeur à l'Université des Sciences Appliquées de Salzbourg (Autriche).

Le terme polarisation peut être compris comme un processus d'exacerbation des différences entre les groupes sociaux causant une recrudescence des tensions. C'est une cause potentielle d'amplification de divers facteurs psychologiques et sociaux qui rendent une personne vulnérable à la radicalisation.

De façon à prévenir efficacement la radicalisation, nous devons comprendre les dynamiques de polarisation : Comment « la pensée nous et eux », la division sociale et l'hostilité gagnent-elles du terrain au sein de nos communautés ? Comment peut-on intervenir efficacement sur ces dynamiques extrémistes et construire des ponts favorisant la cohésion sociale ?

L'objectif général du projet BRIDGE est de sensibiliser les acteurs locaux et de renforcer leur capacité à réduire la vulnérabilité collective à la radicalisation en contrôlant et en atténuant le phénomène de polarisation.

L'Efus coordonne ce projet (2019 à 2020) en partenariat avec des autorités locales ainsi que des associations : Bruxelles (BE), Conseil départemental du Val d'Oise (FR), Düsseldorf (DE), Gouvernement de Catalogne (ES), Genk (BE), Igoumenitsa (GR), Louvain (BE), Reggio Emilia (It), Région Ombrie (IT), Rotterdam (NL), Terrassa (ES), Stuttgart (DE), Vaulx-en-Velin (FR), Ufuq (DE) et Real Instituto Elcano (ES).



Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet BRIDGE, cofinancé par le Fonds Sécurité Intérieure – Police de l'Union européenne (2019-2020). Elle reflète seulement l'opinion de ses auteurs. La Commission européenne ne saurait être tenue pour responsable de l'usage quel qu'il soit qui pourra être fait des informations qu'elle contient.

Table des matières

I. Introduction	3
II. Une définition de la polarisation : de quoi s'agit-il et comment l'identifier ?	3
III. Les risques et les causes de la polarisation : structurelle ou idéologique	5
IV. Les buts et les méthodes des acteurs polarisants	7
V. La polarisation pernicieuse et la fin du dialogue	9
VI. Les rôles et les fonctions dans un processus de polarisation	12
VII. Les facteurs de polarisation dans l'Europe du 21e siècle	13
VIII. Gérer la polarisation : la démocratie inclusive, la résilience et le dialogue	15
IX. De l'analyse à l'évaluation : 7 étapes pour gérer la polarisation	17
X. Conclusion	19
Références	19

I. Introduction

La polarisation est un phénomène complexe qui fait partie des démocraties pluralistes. Cependant, depuis quelques années une érosion de la cohésion sociale est apparue dans de nombreux pays. Aux États-Unis, l'élection de Donald Trump à la présidence a exacerbé les divisions dans un pays qui était déjà polarisé. Au Royaume-Uni, le Brexit a créé un fossé entre deux camps irréconciliables. En Autriche, la campagne électorale pour la présidence fédérale, en 2016, a vu une confrontation sans précédent entre modérés et nationalistes, dans un pays où la recherche du consensus est très enracinée. En France, le mouvement des Gilets Jaunes a renforcé les divisions. La liste continue avec le Brésil, l'Inde et bien d'autres exemples.

Les causes de cette polarisation sont nombreuses. Elle peut avoir des raisons structurelles ou idéologiques. Très souvent, les raisons structurelles alimentent l'action idéologique. La polarisation peut être démocratique ou anti-démocratique dans ses buts et ses méthodes. Elle est alimentée par plusieurs facteurs (structurels ou idéologiques) et systématisée par différents acteurs.

Dans cet article, je tente d'aborder le phénomène complexe de la polarisation, de l'examiner de manière différenciée, de le définir et de l'interroger. Je conclus en proposant des façons d'orienter la polarisation dans un sens constructif et démocratique.

II. Une définition de la polarisation : de quoi s'agit-il et comment l'identifier ?

Le terme « polarisation » est souvent utilisé aujourd'hui, mais sa signification n'est pas toujours très claire. On l'utilise parfois comme un synonyme d'autres termes, avec lesquels on le confond : « fragmentation », « division », « conflit » ou « fission ». Je ne vais pas ici m'appesantir sur les différences et similarités, mais je vais tenter d'aboutir à une définition de base de la polarisation et d'en tirer des conclusions. Heureusement, on peut s'appuyer sur de nombreux travaux préliminaires sur le débat autour de la polarisation. Mais avant tout, je voudrais faire une observation importante : la polarisation et les conflits sont inhérentes aux démocraties et aux sociétés pluralistes. Il ne faut donc pas la voir de façon négative en soi, ni même la combattre, l'éradiquer ou la prévenir. La question est de savoir à quel moment elle devient dangereuse, et j'y reviendrai un peu plus tard.

En 1996, les politologues Paul DiMaggio, John Evans et Bethany Bryson ont étudié la question de savoir si les attitudes sociales des Américains s'étaient polarisées. Ils ont donné cette définition : « La polarisation est à la fois un état et un processus. La polarisation en tant qu'état fait référence au degré d'opposition des opinions sur un sujet, par rapport à un maximum théorique. La polarisation en tant que processus fait référence à l'intensification de cette opposition sur une période de temps » (DiMaggio et al. 1996, 693). La polarisation est donc la distance entre différentes opinions (politiques). Si celles-ci s'éloignent les unes des autres, on assiste à un processus de polarisation. Si la distance qui les sépare est déjà importante, on voit un état de polarisation. Cependant, il n'est pas facile de déterminer quelle doit être l'étendue d'une telle différence pour que l'on puisse parler de polarisation. Le philosophe néerlandais Bart Brandsma avance que cela a à voir avec la construction d'un opposant, une forme extrême de la pensée « eux et nous » fondée sur une idée négative de « l'autre » (Brandsma 2020). Dans cette acception, le phénomène est lié à la construction de l'identité : « La polarisation est définie comme une construction de la pensée fondée sur une conception préétablie des identités – les identités des autres qui sont présentées comme étant “différents”. Ce phénomène implique une communication et une pensée fondée sur le « eux et nous ». Les différences perçues ou présentées comme telles sont un problème ou une menace pour le groupe. Les différences perçues sont exagérées par des discours simplistes sur les autres et négligent ce que

les deux groupes ont en commun » (RAN 2017, 3). Les différences sont présentées de manière antagoniste et le public est divisé en camps de plus en plus retranchés alors que le centre modéré perd du terrain (Kleiner 2016, 354 f.).

À partir de ces aspects, on peut définir certaines caractéristiques de la polarisation. DiMaggio et al. décrivent quatre principes de la polarisation : la dispersion, la bimodalité, la contrainte et la consolidation (1996, 693 f.). Cependant, ces principes amènent d'autres questions. C'est pourquoi je suggère les caractéristiques suivantes comme point de départ et première orientation.

Divergence d'opinions

Deux opinions clairement identifiables et définies se font face. Elles ne sont pas compatibles et se configurent dans une relation soit/ou. Les opinions d'un écologiste et de quelqu'un qui nie le changement climatique sont très éloignées. Les défenseurs du patriarcat se situent à des kilomètres des féministes. Ainsi, comme l'indique le mot « polarisation », les positions sur un sujet sont des pôles sur un spectre d'opinions.

La formation des groupes

Les deux opinions sont représentées par deux groupes différents dont les membres sont conscients de la divergence et ressentent qu'ils appartiennent à l'un des deux groupes. Tant que ces opinions se reflètent dans des styles de vie qui ne coïncident pas et dont les gens sont inconscients, on ne peut pas parler de polarisation. Pour qu'elle ait lieu, il faut avoir conscience de ses propres opinions sur un spectre qui peut comprendre de nombreuses opinions et il faut aussi que sa position soit représentée par un groupe qui est visible d'une façon ou d'une autre.

Souvent, ces groupes se donnent un nom, ou bien on leur attribue un nom qui a un sens idéologique. Les groupes se définissent souvent comme des mouvements. Le groupe opposé qui représente l'autre pôle sur le spectre d'opinions est souvent perçu ou classifié comme radical ou extrémiste. Les institutions publiques et ceux qui représentent le pôle opposé sont souvent présentés comme une élite corrompue. La formation et l'attribution du groupe sont un élément important du processus de polarisation, qu'il y ait ou non une base empirique pour l'attribution négative.

Le purisme

Les positions relatives ne sont prises en compte par aucun des deux groupes. La position de conciliation est rejetée. Les groupes qui constituent les pôles du processus de polarisation ne peuvent pas prendre une position à mi-chemin parce que leurs opinions sont trop éloignées. Les opposants à la peine de mort ne peuvent pas négocier la peine de mort. Leur position n'est pas négociable. C'est la même chose pour les militants des droits de l'homme. Ceux qui ont, dans l'histoire, lutté pour la démocratie ne pouvaient pas négocier leur finalité avec ceux qui voulaient préserver leur pouvoir autoritaire. Ceux qui militent pour les droits des femmes ne peuvent pas adoucir ou affaiblir l'objectif de l'égalité. À l'inverse, les forces autoritaires qui s'opposent à l'émancipation ne cèdent aucun pouce de terrain. Les positions aux pôles sont donc non-négociables pour les représentants de ces pôles.

La lutte politique

Les deux groupes cherchent à attirer les indécis dans leur camp, ce qui débouche sur une bataille d'opinions dans le but d'affirmer sa propre opinion et d'affaiblir celle opposée. Dans la polarisation, une dimension politique est par conséquent nécessaire, une certaine sphère publique. Les groupes mentionnés apparaissent dans le débat public et luttent pour le pouvoir politique. Il existe de nombreux exemples de minorités qui ont des opinions situées aux deux

pôles d'un spectre mais qui ne participent pas au débat politique. C'est notamment le cas de nombreux groupes religieux. On pense par exemple aux Témoins de Jéhovah ou à la Scientologie. Ils correspondent à trois critères : leur opinion est éloignée des autres ; ils forment leur propre groupe, et ils ont des vues puristes. Cependant, ils ne font pas partie de processus de polarisation pour la seule raison qu'ils ont renoncé à la lutte politique.

La mesure ou l'analyse des options existent dans quatre domaines. Les enquêtes d'opinion peuvent être utilisées pour mesurer l'écart entre les opinions, l'appartenance à l'un des groupes ou bien l'identification au groupe, le purisme des opinions ainsi que la volonté de s'engager politiquement. Le comportement électoral, la participation politique, la protestation ou le fait d'être prêt à accepter ou utiliser la violence peuvent aussi donner des informations sur le degré de polarisation, de même que l'analyse du discours. Ce dernier point est sans doute un facteur particulièrement important pour une analyse approfondie de la polarisation. D'autres indicateurs de polarisation politique sont le nombre de partis extrémistes, leur idéologie, leurs habitudes de vote et leur comportement politique (cf. McNeill-Wilson et al. 2019, 7 ; Schmitt et Frantzman 2016). Un certain nombre d'indicateurs ont été développés et classifiés à partir du projet européen BRaVE (McNeill-Wilson et al. 2019, 12 f.). Le projet européen BRIDGE a développé une gamme d'outils pour mesurer et surveiller la polarisation au niveau local (Boyd-MacMillan et al. 2019).

De plus, il y a l'analyse des facteurs de risque de processus de polarisation, qui sont notamment liés aux inégalités structurelles. Un aspect important de l'analyse de la polarisation est aussi le degré auquel ces groupes se forment et se définissent, et le degré auquel ils sont définis par leurs opposants. Il faut bien prendre en compte le rôle des médias ici. D'habitude, les tabloïds et la presse à scandale jouent un rôle moteur dans de nombreux processus de polarisation. Ces dernières années, de nouveaux médias sont apparus qui jouent pratiquement une fonction turbo.

III. Les risques et les causes de la polarisation : structurelle ou idéologique

À la question de savoir pourquoi des phénomènes tels que la polarisation ou les conflits se produisent répondent différentes théories sociales. Aristote considérait que l'existence de maîtres et d'esclaves était une loi de la nature. Au Moyen-ge, les puissants affirmaient que leur droit supposément divin était fondé sur un ordre hiérarchique naturel. Tant que la plupart des sujets partageaient cette vision du monde, il ne se produisait pas de révoltes ni de processus plus larges de polarisation. Néanmoins, ceci s'est produit de nombreuses fois sur les questions de justice, même dans les communautés qui étaient légitimées par la loi naturelle ou la religion. La révolte des esclaves menée par Spartacus en est un exemple. Depuis le Siècle des Lumières et avant tout le travail de Jean-Jacques Rousseau, l'idée que la société et la civilisation mènent à l'égalité et que toute personne a des droits égaux à la naissance s'est répandue partout dans le monde. À partir de ce moment-là, les inégalités structurelles n'ont plus été incontestées. L'histoire de l'Europe depuis les Lumières est en effet une histoire du conflit et de la polarisation, avec de nombreuses luttes pour le pouvoir et l'influence. Les révolutions de 1789 et 1848 étaient des luttes pour la liberté et l'égalité. Les idéologies politiques telles que le libéralisme et le socialisme et leurs manifestations réelles sont très liées aux processus de polarisation et ne peuvent s'expliquer sans eux. Les considérations théoriques sur l'inégalité sociale se sont différenciées. Marx et Engels voyaient l'histoire de l'humanité comme une histoire de l'exploitation (Marx/Engels 2016). Il y a plus d'un siècle, d'autres penseurs non-marxistes ont affirmé que les groupes sociaux ont une tendance à l'inégalité. Le politologue Robert Michels a même identifié une loi d'airain de l'oligarchie (Michels 1968). Depuis, de nombreuses théories ont émergé qui font ou non référence aux idées des Lumières ou socialistes, notamment les études contemporaines féministes ou post-coloniales. Tout ceci montre que l'inégalité structurelle, autant dans les théories sociales que dans la réalité

politique depuis le 17^e siècle, n'a pas été acceptée sans contradictions mais est devenue une question idéologique. Cette résistance à l'inégalité continue aujourd'hui à alimenter des luttes démocratiques et émancipatrices qui seraient inconcevables sans polarisation.

Les raisons structurelles et idéologiques sont intimement liées. Il n'est pas facile d'observer comment elles sont connectées et interdépendantes, ou bénéfiques. Savoir si une structure sociale produit un certain type de conscience sociale ou si les débats idéologiques mènent à certaines réalités structurelles est une question profonde de la théorie politique. En tout état de cause, la polarisation a habituellement des dimensions structurelles et idéologiques qui sont liées les unes aux autres. Parfois, il y a une inégalité structurelle manifeste qui engendre des luttes idéologiques pour plus d'égalité ou qui est utilisée pour justifier celles-ci. Parfois, les idéologies fondées sur une certaine idée de l'autoritarisme cherchent à réduire l'égalité et à nier les droits de certains, donc à changer les structures pour renforcer la hiérarchie. Contrairement à ce que suppose Brandsma, j'assume que la polarisation n'est pas toujours uniquement fondée sur des débats identitaires construits mais qu'elle peut de fait avoir comme point de départ les inégalités structurelles. Celles-ci sont souvent mélangées à des questions idéologiques. Les idéologies sont un ensemble de valeurs et d'idées normatives sur ce que la société devrait être. Elles peuvent avoir une orientation démocratique ou autoritaire. Elles peuvent être fondées sur l'égalité entre les personnes ou bien remettre en cause celle-ci.

Examinons tout d'abord les raisons structurelles de la polarisation. Dans les sociétés européennes, il convient de prendre en compte les inégalités socio-économiques, dans les relations de genre, les inégalités de chances des minorités religieuses ou ethniques, et celles concernant l'accès aux droits politiques. On peut identifier des facteurs d'inégalité au niveau légal et politique. Mais les inégalités existent aussi hors de la loi et se manifestent en tant que facteurs d'exclusion sociale.

En d'autres termes, les groupes ou individus peuvent être **exclus de certains droits** tels que le droit de vote. Ou alors, ils sont en possession de ces droits mais sont **exclus en raison de facteurs sociaux** tels que l'origine ethnique, la religion, le niveau d'éducation, le genre, l'origine, l'âge, etc. De fait, il existe de nombreux processus de polarisation dans l'histoire de l'Europe qui sont liés à de tels mécanismes structurels d'exclusion et à la discrimination contre certains groupes. La lutte pour l'égalité des droits polarise les sociétés depuis la Révolution française. La lutte des représentants du Tiers État pour les droits civique a divisé la société française aux 18^e et 19^e siècles, mais elle n'a rien changé à l'oppression des femmes (Losurdo 2019). En Europe, c'est seulement au 20^e siècle que les femmes ont obtenu le droit de vote, et leur rôle continue à polariser de nombreux États aujourd'hui. Il en va de même pour le traitement des minorités religieuses et ethniques et de leurs droits. Mais tous les facteurs d'inégalité de type structurel ne mènent pas automatiquement au conflit ou à la polarisation.

L'exclusion des enfants du droit de vote et les désavantages dont ils pâtissent dans bien d'autres domaines de la vie n'ont causé aucun processus de polarisation dans le passé parce qu'il semblait y avoir un large consensus autour de l'idée qu'une telle inégalité est justifiée. Cependant, depuis quatre ans, un nombre croissant d'adolescents demandent des droits politiques, ce qui a suscité des réactions parfois agressives chez les autres. On peut citer en exemple les activités des Vendredis pour l'Avenir qui, pour la première fois dans l'histoire, sont menés par des jeunes filles et des adolescents de moins de 18 ans – un groupe de population qui n'était jusqu'ici pas représenté activement dans aucun mouvement social historique en faveur de l'égalité. L'exclusion de certains groupes ou individus des droits et des chances constitue ainsi un facteur de risque de polarisation. Lorsqu'on analyse et gère la polarisation, il ne faut pas faire l'erreur de dénigrer ses différentes formes en les qualifiant d'illégitimes ou de dangereuses. Ceci pourrait en effet cimenter l'inégalité et freiner les processus de développement social. Ni les théoriciens, ni les hommes et femmes politiques, ni les praticiens ne peuvent éviter la question de savoir quelles sont les causes de la polarisation et dans quelle mesure les préoccupations des acteurs polarisants sont justifiées. En d'autres termes : la question normative appelle une réponse.

Les causes structurelles des processus de polarisation sont donc très souvent les inégalités socio-économiques et de participation politique, de chance, de qualité de vie ou encore d'éducation. Lorsque ces causes jouent un rôle et rencontrent des positions idéologiques, alors la polarisation se renforce. Les différentes idéologies qui émergent et s'opposent aujourd'hui dans les sociétés européennes sont plus ou moins compatibles et plus ou moins irréconciliables. Si l'on assume que la démocratie libérale, le capitalisme et la globalisation sont considérés comme hégémoniques et comme des éléments du présent idéologiques et complémentaires, alors un certain nombre d'idéologies alternatives leur font face. Selon le politologue Claus Leggewie, on peut identifier les contre-idéologies qui ont de plus en plus de succès ou sont au moins visibles (Leggewie 2003). Certaines sont orientées vers le dialogue et cherchent à instaurer une plus grande inclusivité ou égalité par des moyens démocratiques. D'autres sont des idéologies de l'inégalité qui cherchent à dépasser la démocratie. Elles s'appuient sur une large gamme de sources d'inspiration, avec d'un côté le gauchisme pro-marxiste et de l'autre le nationalisme adepte du « pouvoir blanc ». En ce qui concerne leurs buts, toutes ces idéologies ne sont pas favorables à plus d'égalité ou de démocratie. Les approches nationalistes sont bien sûr fondées sur la primauté de la nation (la sienne) mais aussi sa supériorité et donc sur une inégalité naturelle qui « doit être restaurée ». Les mouvements fondamentalistes religieux assument aussi que leur propre vision du monde a davantage de valeur et doit donc être imposée et dominer. En revanche, les critiques des communautés religieuses modérées et reconnues ne sont pas dirigées contre leur propre supériorité mais contre leur égalité avec les autres, qui est réclamée là où elle n'existe pas. Les mouvements féministes et de gauche ont aussi tendance à avoir une idéologie égalitaire et luttent contre l'inégalité structurelle. Le mouvement écologiste le plus actif actuellement, les Vendredis pour l'Avenir, tend aussi vers davantage d'égalité bien qu'il se focalise sur l'environnement.

Il convient donc de garder à l'esprit que les inégalités structurelles peuvent engendrer des processus de polarisation dont la justification idéologique varie. Quoiqu'il en soit, la question est toujours de savoir quelle forme de société est perçue comme étant la meilleure. Différents groupes luttent pour affirmer leur vision du monde. Une idéologie peut remettre en question ou défendre des relations de pouvoir existantes. On ne peut donc pas ignorer chaque processus de polarisation en le qualifiant de dangereux, à moins qu'on ne veuille défendre à jamais le statu quo. Nous devons être clairs dans ce que nous voulons défendre, obtenir ou éviter.

IV. Les buts et les méthodes des acteurs polarisants

Le but normatif ou idéologique qui constitue notre point de départ est une démocratie aussi inclusive que possible, où les différents groupes de population et individus ont des chances égales de participation. Je comprends la démocratie comme une forme d'État et de vie où le pouvoir est équitablement distribué, où chaque individu peut participer de façon égale aux décisions politiques et prendre des décisions de façon autonome sur sa vie. Le cœur de la démocratie est le droit à la liberté égale et le droit à se révolter contre l'autoritarisme. Avoir le droit de dire non à l'oppression et à l'injustice sans être réprimé est un principe inaliénable (Pausch 2019). La démocratie ne peut donc se réduire à la citoyenneté ou à une entité politique au sens étroit du terme. Idéalement, elle peut s'appliquer à toutes les interactions et organisations sociales, au travail, à l'école, dans les associations, etc. Seuls ceux qui font l'expérience de la démocratie dans leur vie quotidienne peuvent être des démocrates convaincus au niveau politique. En citant Albert Camus, on peut dire que la démocratie ce n'est pas la loi de la majorité mais la protection de la minorité (Camus 1997). De plus, Jürgen Habermas souligne que dans une démocratie, tous ceux qui sont affectés par une décision peuvent co-décider de façon égale (Habermas 1995). Les mécanismes d'exclusion qui limitent la participation au processus de fabrication du discours et de prise de décisions doivent être analysés et éliminés. Il est clair que cet idéal est très difficile à atteindre. J'ai décrit ailleurs la

démocratie comme un travail de Sisyphe parce qu'il doit être sans cesse renouvelé et qu'il n'est jamais achevé. C'est la même chose pour les processus de polarisation. On ne peut pas assumer qu'un jour ils seront dépassés une fois pour toutes, mais on peut les guider dans une direction démocratique.

Le chemin vers une telle démocratie doit toujours suivre les principes démocratiques. Puisque la démocratie ne cherche pas à atteindre un état final utopique mais est fondée sur les négociations dans l'ici et le maintenant, elle ne peut que poursuivre son but de façon démocratique et rejeter l'usage de la violence contre les personnes. Ceci n'exclut pas la violence en dernier recours, pour se défendre soi-même, mais cela exclut la violence comme un moyen de systématiquement imposer ses propres buts. Le but démocratique est donc l'égalité de liberté et de droits pour tous. La méthode démocratique est le dialogue, la critique et la révolte non-violente contre l'inégalité et l'autoritarisme, et la solidarité humaniste.

Les acteurs d'un processus de polarisation peuvent être démocratiques ou pas à la fois dans leurs buts et leurs méthodes. On peut définir quatre constellations possibles.

Tableau 1 : But et méthodes des acteurs polarisants

		Buts	
		démocratique	non démocratique
Méthodes	démocratique	Les buts et méthodes sont démocratiques	Méthodes démocratiques pour buts non démocratiques
	autoritaire	Méthodes autoritaires pour des buts démocratiques	Méthodes autoritaires pour buts non démocratiques

Ce tableau montre quatre types possibles d'acteurs polarisants. Ils peuvent être démocratiques à la fois dans leurs buts et leurs méthodes, c'est-à-dire qu'ils peuvent agir sans violence et chercher à obtenir des majorités par le dialogue ou par des élections démocratiques et la pression du public. Le dialogue avec des représentants convaincus du pôle opposé sera difficile, mais les acteurs polarisants se préoccupent en général de la bataille pour la majorité. Les mouvements des femmes et pour les droits civiques aux États-Unis sont démocratiques à la fois dans leurs buts et leurs méthodes. Mahatma Gandhi ou Nelson Mandela sont des héros de la lutte démocratique pour plus d'égalité et donc aussi pour la démocratie inclusive.

Un deuxième type d'acteur polarisant est démocratique dans ses buts mais utilise la violence pour y parvenir. On peut citer des exemples dans l'Histoire tels que les différents partis pendant la Révolution française ou les groupes socialistes ou anarcho-terroristes en Russie et dans d'autres régions du monde au 19e siècle (Losurdo 2019). Les révolutions libérales de 1848 peuvent aussi être rangées dans cette catégorie, de même que certains acteurs du Printemps Arabe ou combattants pour la liberté dans divers pays. Pour la plupart des mouvements sociaux, la question se pose tôt ou tard de savoir comment se positionner par rapport au recours à la violence. En France, ce sujet divisait déjà les élites de gauche dans les années 1950. Camus, sur qui je fonde ma théorie de la démocratie, a toujours rejeté la violence alors que Sartre la considérait légitime pour éliminer des inégalités intolérables (Aronson 2017). Aujourd'hui, une conversation similaire a lieu autour du mouvement des Gilets Jaunes ou d'Extinction Rebellion.

Un troisième groupe d'acteurs polarisants poursuit des finalités non démocratiques mais en utilisant des moyens démocratiques tels que les élections ou les référendums. Il existe de nombreux exemples de ce type d'acteur dans l'Histoire passée et contemporaine, où des partis ou individus autoritaires accèdent à des responsabilités gouvernementales par le biais d'élections puis changent la Constitution à leur profit, abolissent des droits dont bénéficiait l'opposition, réduisent les médias critiques au silence et installent au pouvoir des régimes autoritaires, voire totalitaires. Les nazis furent portés au pouvoir par des élections démocratiques pendant la République de Weimar. Différents présidents dans les systèmes présidentiels d'Amérique Latine et d'Afrique ont sapé étape par étape la démocratie après avoir été élus. Des tendances similaires s'observent aujourd'hui en Turquie et en Russie, mais aussi en Hongrie, en Pologne et dans d'autres démocraties déjà anciennes ou plus récentes. Aux États-Unis, ces tendances autoritaires caractérisent la présidence de Donald Trump et mènent à une forte polarisation. Dans ces cas, les partis ou individus autoritaires utilisent aux moins en partie ou abusent de méthodes démocratiques à des fins non démocratiques. À un moment, ils commencent à ignorer ou délégitimer les moyens démocratiques dans toutes leurs formes (Levitsky/Ziblatt 2018).

La dernière forme d'action dans des processus de polarisation est non démocratique à la fois dans ses buts et ses méthodes. Elle utilise la violence pour déstabiliser les démocraties et installer au pouvoir des régimes autoritaires. La plupart des acteurs auxquels on pense lorsqu'on parle d'extrémisme violent ou de radicalisation violente et de terrorisme font partie de cette catégorie : le Djihadisme violent et l'extrémisme de droite en sont les exemples les plus importants et les plus violents dans nos sociétés européennes contemporaines.

V. La polarisation pernicieuse et la fin du dialogue

J'ai donc affirmé plusieurs fois que la polarisation n'est pas en soi négative ou dangereuse. La distinction entre les méthodes et les buts montre que l'on peut faire une distinction entre les acteurs polarisants selon leur positionnement en matière de démocratie. En faisant cette distinction entre leurs méthodes et leurs buts, je tente de reprendre et d'affiner ce que Jennifer McCoy et Murat Somer signifient lorsqu'ils établissent une distinction entre la polarisation pernicieuse et la polarisation bénigne (McCoy et Somer 2018, 234). Ils affirment que la polarisation bénigne peut être une voie vers la démocratisation, une société plus juste et équitable où chacun bénéficie d'opportunités égales. On peut donc la définir comme une polarisation « démocratisante ». Très souvent, ce processus s'amorce de façon ascendante au travers de mouvements sociaux. Lorsqu'ils reconnaissent et combattent l'injustice et l'oppression, la première chose à laquelle on doit s'attendre est un durcissement des positions car les groupes au pouvoir ou bien privilégiés se sentiront menacés et rejetteront leurs demandes. Si la pression du public qui s'exerce au travers du mouvement social devient suffisamment forte, la polarisation évoluera vers la démocratisation. Lorsque le résultat est une amélioration de la qualité de la démocratie, McCoy et Somer parleront de polarisation bénigne.

La polarisation pernicieuse se développe comme un processus qui au bout du compte mène à la violence. L'étape la plus extrême serait un pouvoir autoritaire ou une guerre civile. Un certain nombre de chercheurs avancent que la polarisation pernicieuse s'opère autour d'une seule division politique (Carothers and O'Donohue 2019), mais certaines données empiriques laissent penser qu'il existe à minima des chevauchements entre plusieurs lignes de fracture. Dans de tels cas, les différences politiques mènent à une perte de confiance et se répandent rapidement entre les deux camps. Comme le fait remarquer Brandsma, le groupe se solidifie et une pensée « eux et nous » apparaît.

Slater et Arugay (2019) montrent que les élites politiques aggravent les choses. Les élites au pouvoir qui ne veulent pas partager celui-ci rendent les partisans de plus d'égalité, de liberté

et de démocratie responsables des processus de polarisation. Ceci se produit également dans les États démocratiques. Accuser les protestataires d'être radicaux ou extrémistes est une stratégie utilisée par les élites autoritaires ou de gouvernement pour délégitimer leurs opposants. La polarisation pernicieuse évolue vers une formation de groupe encore plus forte et la fin du discours.

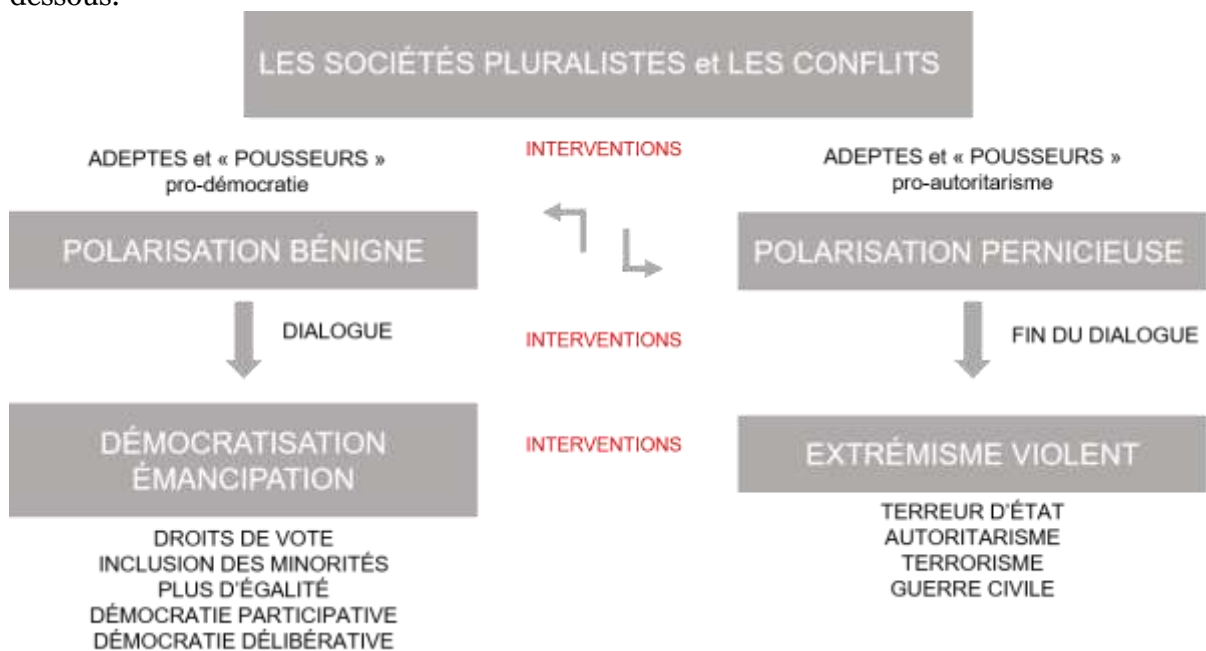
Les populistes jouent un rôle central ici. Dans bien des cas de polarisation, un processus descendant est déclenché par les dirigeants ou groupes politiques parce qu'ils escomptent un bénéfice politique. *Divide et impera* (diviser pour régner) était déjà une stratégie politique dans l'Antiquité. Les divisions sociales peuvent aider les hommes politiques à rester au pouvoir. Ils délégitiment leurs opposants et les voix critiques et utilisent les médias, qui jouent un rôle crucial dans les processus de polarisation, pour leurs fins. Bien sûr, il faut d'une façon ou d'une autre diffuser ces messages. Mais ce n'est pas fait comme cela devrait l'être avec un journalisme démocratique qui cherche à donner des informations et favoriser l'échange d'opinions. Ici, il s'agit de manipulation et de propagande. Les populistes cherchent à utiliser les tabloïds et les mass media et souvent ils en sont même les propriétaires. La polarisation pernicieuse est donc liée aux stratégies de communication qui sont en fait des monologues manipulateurs. La contradiction ou d'autres opinions soit n'apparaissent pas du tout, soit sont présentées comme illégitimes et dénigrées. L'expression « fake news » devient de plus en plus une arme politique dans ce contexte. Il est certain que des fake news sont diffusées régulièrement et systématiquement dans les tabloïds et la propagande politique. Cependant, la stratégie des polarisateurs consiste à choisir précisément cette expression pour contrer leurs opposants. Ceci rend la population incapable de distinguer entre les vraies et les fausses fake news. La situation est similaire avec le terme « démocratie ». Les acteurs des processus de polarisation pernicieuse se présentent souvent comme les « vrais » démocrates et y associent le soi-disant « peuple ». Ils accusent leurs opposants d'être élitistes, détachés et donc non démocratiques, ce qui fait que le concept de démocratie dans sa totalité est dilué et discrédité. Lorsqu'un processus de polarisation prend un tour anti-démocratique et dangereux, il y a habituellement des acteurs dans au moins un camp qui encouragent ceci et ridiculisent le dialogue démocratique. Ils s'appuient sur divers types de monologue, raccourcissent leurs messages et les réduisent à des dichotomies oui/non et ou bien/ou bien. Ils ne laissent aucune marge de manœuvre au groupe du milieu, qu'ils poussent à prendre position. Des expressions telles que « ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous » sont symptomatiques de cette stratégie.

De telles stratégies peuvent mener à une escalade dans le processus de polarisation. Un premier degré d'escalade est atteint lorsque les représentants des différentes opinions rompent ou refusent le discours. Friderich Glasl, chercheur spécialisé en conflits, décrit ceci comme le niveau 2 sur une échelle du conflit comportant 9 niveaux. Dans un deuxième temps, les parties en conflit créent des stéréotypes et des « faits » et pensent qu'il est inutile de parler aux autres (Glasl 1982).

Si la polarisation descendante prend toujours une direction dangereuse et anti-démocratique, la polarisation ascendante est quant à elle souvent le résultat d'une répartition inégale du pouvoir. Les mouvements sociaux des siècles passés, notamment en Europe, ont montré qu'ils ont fortement contribué à la démocratisation et continuent de le faire. La question de la volonté d'utiliser la violence et de l'usage de la violence est centrale mais il n'est pas toujours facile d'y répondre. Un mouvement social qui lutte contre un régime autoritaire ou des inégalités systématiques peut difficilement compter sur le dialogue, mais on peut dire que dès que le dialogue est interrompu et que la violence prend le dessus, on peut assumer qu'on assiste à une polarisation pernicieuse. Cependant, ce ne sont pas ceux qui luttent pour plus de démocratie mais au contraire ceux qui rejettent le dialogue et la démocratisation qui peuvent être considérés comme des polarisateurs pernicieux.

L'échelle de Glasl peut aider à analyser les processus de polarisation. Dans la première et la seconde phase, les tensions engendrent des débats émotionnels. On peut considérer cela comme un processus normal dans les sociétés pluralistes, un élément inhérent aux

démocraties. Lors de la troisième phase, les positions se durcissent et on passe à l'acte. Le dialogue est difficile et la pensée « eux et nous » s'enclenche. Les parties mettent chacune la pression sur l'autre et un processus de polarisation pernicieuse commence. Dans le modèle de Glasl, il est encore possible à ce stade de résoudre le conflit par des interventions. Si le processus continue et qu'il n'y a pas d'intervention, le conflit devient de plus en plus agressif et finit par tourner à la violence. On prête moins attention aux questions de pouvoir et d'inégalité structurelle, mais dans le modèle de Glasl ces questions sont centrales pour comprendre et gérer les processus de polarisation politique. La différence entre une polarisation pernicieuse et bénigne peut être représentée comme un processus, comme le montre le graphique ci-dessous.



Dans les démocraties pluralistes, les conflits sont normaux et ne peuvent être résolus de façon définitive et pour toujours. On peut donc assumer qu'il y aura toujours des conflits pour des raisons idéologiques et/ou structurelles. Lorsque la démocratie fonctionne bien et est largement acceptée, les conflits se négocient par le dialogue. Cela ne veut pas dire qu'on peut toujours arriver à un compromis, et encore moins à un consensus, mais que les procédures de négociation des conflits sont très largement acceptées, ce qui en légitime les résultats. Idéalement, le résultat deviendra aussi plus démocratique au travers du dialogue démocratique. Lorsque les conflits, les idéologies ou les inégalités sont alimentées par des « pousseurs » (pushers en anglais) et que de plus en plus de personnes se retrouvent aux pôles, alors le dialogue prendra fin. Le danger existe que les mécanismes sociaux de résolution des conflits ne fonctionnent plus et ne soient plus considérés comme légitimes, et qu'il y ait une explosion de violence.

Le facteur décisif est de savoir si dans une démocratie le dialogue peut être maintenu en cas de conflits sociaux ou bien si des segments importants de la société se retranchent sur des positions durcies et ne communiquent plus les uns avec les autres. Selon le schéma ci-dessus, qui distingue entre la méthode et les buts, une polarisation pernicieuse serait non démocratique dans au moins une des deux dimensions – soit le but, soit la méthode si le dialogue est interrompu, ou bien à la fois le but et les moyens. En revanche, la polarisation bénigne serait dans l'idéal démocratique dans ces deux dimensions. Cela mène au dialogue et favorise une démocratie inclusive et plus juste. Cela ne veut pas dire pour autant que les pôles opposés sur le spectre des opinions commencent tout d'un coup à se parler, mais que le groupe qui utilise des moyens démocratiques et poursuit des buts démocratiques peut rassembler derrière lui une large majorité et repousser les pôles opposés qui refusent le dialogue. Il est donc clair que les groupes polarisants, les fanatiques idéologiques et les acteurs populistes

peuvent difficilement changer volontairement d'attitude ou être convaincus par de meilleurs arguments ou des aspirations à l'égalité. L'incompatibilité des positions extrêmes ne pourra être résolue mais l'option démocratique peut l'emporter.

Il existe, c'est certain, des cas où il est difficile de savoir quel camp a des ambitions démocratiques ou non démocratiques. De même, il y a des exemples où les deux pôles ont des buts non démocratiques et /ou utilisent des moyens violents. Dans ces cas, il faut assumer qu'il y a une polarisation pernicieuse. Même si la réalité est toujours plus complexe que les modèles et schémas théoriques, il est essentiel de faire une analyse précise des acteurs dans les processus de polarisation. Leurs buts et méthodes, intérêts, organisation interne et logique de fonctionnement de même que la distribution des rôles sont des paramètres décisifs pour l'analyse et pour déterminer la stratégie vis-à-vis de ces processus. Nous analysons dans la partie suivante comment chacun de ces éléments joue un rôle dans les processus de polarisation.

VI. Les rôles et les fonctions dans un processus de polarisation

La distribution des rôles dans les processus de polarisation peut être analysée de différentes façons. On peut avoir recours aux différentes typologies. Bart Brandsma a identifié les rôles suivants : les « pousseurs » conduisent la polarisation à des slogans-monologues et la revendication qu'ils détiennent la vérité absolue. Leur comportement est similaire à celui des populistes tels que décrits par des chercheurs tels que Cas Mudde (Mudde 2016). En d'autres termes, on peut décrire les populistes comme des pousseurs. Les adeptes rejoignent les pousseurs, prennent rapidement parti, diffusent leurs opinions et élargissent la portée. Le centre silencieux est indécis, essaye de rester neutre mais est de plus en plus infiltré. Le rôle des « bâtisseurs de pont » est d'être des intermédiaires entre les différents groupes. Enfin, Brandsma identifie les têtes de turc qui sont la cible des pousseurs et des adeptes et sont attaqués par ceux-ci.

On peut aussi déterminer des types à partir des nombreux travaux de recherche sur les mouvements sociaux. Bill Moyer et al. décrivent quatre rôles d'activistes dans les mouvements sociaux et font la distinction entre le citoyen, le rebelle, le réformateur et l'agent du changement (Moyer et al. 2001). Le type rebelle est particulièrement important dans les processus de polarisation. Ce type critique les doléances. Il ou elle souligne la différence entre la réalité et l'idéal et peut le faire dans le sens d'une polarisation démocratique ou bénigne. Si l'on assume que la polarisation peut avoir un effet et un but positif et démocratique, il peut y avoir un type de rebelle pro-démocratie qui n'est pas classifié comme dangereux. Selon la théorie de la démocratie décrite ci-dessus, le ou la rebelle se distingue de l'autoritaire, du populiste et de l'extrémiste parce qu'il ou elle évite la violence. Il ou elle utilise d'autres moyens qui, cependant, peuvent avoir un effet polarisant : la contradiction ouverte, l'ironie, l'art, les manifestations, les grèves et d'autres formes de participation alternative (Pausch 2012). Le rôle d'un rebelle dans les mouvements sociaux correspond à une polarisation ascendante. Malala Yousafzai ou Greta Thunberg en sont des exemples. Elles mènent la rébellion contre les gouvernements, elles polarisent mais sont pacifiques. Elles rejettent la violence.

Les rebelles pro-démocratie sont donc un type qui jouent un rôle important dans la polarisation ascendante. Dans la polarisation descendante à l'inverse, il s'agit de pousseurs populistes, extrémistes et en majorité autoritaires. Autant le rebelle que le pousseur ont besoin que les gens se joignent à eux. Brandsma les appelle les joiners (ceux qui rejoignent) (Brandsma 2020), que l'on peut traduire en français par « adeptes ». On pourrait aussi les appeler followers (suiveurs). Dans ce groupe, de nouvelles divisions des rôles et hiérarchies se développent. L'analyse des révolutions – celles de 1789 (Révolution française), 1848 (Révolution libérale) et 1917 (Révolution d'octobre) – montre que des petits réseaux se développent sous la forme d'élites dirigeantes au sein des mouvements sociaux. C'est la même

chose, et même de façon encore plus évidente, dans les processus de polarisation descendante. Les rôles sont distribués (Staggenborg 2015).

En ce qui concerne les rôles au sein des cercles dirigeants d'acteurs politiques et en parallèle aux pousseurs et aux rebelles, je propose la distinction suivante : les idéologues formulent des demandes ou positions idéologiques. Ils peuvent le faire au travers de leurs écrits ou en citant des textes existants. Les communicants sont ceux qui diffusent ces positions dans divers médias tels que les discours, les blogs, les commentaires de presse, les lettres à la rédaction, les contributions sur les réseaux sociaux, leur propre chaîne de radio ou de télévision, YouTube, etc. Ce sont les médias multiplicateurs de l'idéologie. On peut assumer que ces communicants sont dans les grandes lignes adeptes de l'idéologie et de ceux qui dirigent ce camp. Cependant, la plupart du temps il y a une autre motivation qui est la perspective d'enranger un gain personnel. Par exemple, le média qui diffuse la position d'un idéologue peut en retirer des revenus publicitaires, ou une audience accrue. Dans ce dernier cas, l'affiliation idéologique est plus distendue et plutôt un moyen pour obtenir une fin. En parallèle aux idéologues et aux communicants apparaissent alors les recruteurs, qui ont la tâche de recruter de nouveaux adeptes. Leur rôle recoupe celui des communicants, même s'il est plus spécifiquement destiné à recruter davantage d'adeptes. Ils sont très souvent spécialisés et formés à utiliser la rhétorique pour convaincre les indécis et les incertains, qui sont souvent des jeunes. D'autres rôles sont ceux de sponsor et d'acteur. Ils agissent de façon similaire à certains médias dans le but de renforcer et d'obtenir un avantage personnel. Cette catégorie comprend les riches entrepreneurs qui agissent comme donateurs. Après tout, les combattants de première ligne ont été recrutés pour mettre en oeuvre les préoccupations des idéologues de façon non verbale, par exemple en organisant ou en participant à des rassemblements et manifestations. Ces rôles ne sont pas toujours organisés stratégiquement ni distribués systématiquement, mais ils existent toujours, dans tout processus de polarisation. Souvent, une ou quelques personnes assument différents rôles. Parfois, la division du travail est plus concrète. Ainsi, les interactions des partis d'extrême-droite et populistes de droite avec des idéologues pseudo-philosophiques, les groupes paramilitaires et tel ou tel mouvement ou tabloïd sont relativement bien coordonnées et organisées. Par contraste, les mouvements sociaux ascendants ne sont souvent pas aussi professionnellement structurés. Un polarisateur populiste a souvent une structure organisationnelle très solide derrière lui, qu'il peut utiliser pour polariser encore davantage. Il s'appuie sur des idéologues d'extrême-droite et des textes religieux, il est soutenu par les tabloïds et certains hommes d'affaires riches, et il a de nombreux combattants de première ligne et recruteurs. Ainsi, il cherche à diviser la société et à attirer dans son camp la majorité silencieuse du milieu. Quiconque veut contrer les processus de polarisation qui prônent la violence ferait bien de reconnaître ces rôles.

À partir de ceci, on peut décider où intervenir. Le débat idéologique est-il utile ? Doit-il être contré par des contre-discours ou bien des visions alternatives positives ? Quels médias sont utilisés pour diffuser de telles positions alternatives ? Comment les acteurs, les médias ou les sponsors peuvent-ils être dissuadés de leur rôle qui alimente les divisions ? Comment enrôler les acteurs qui veulent maintenir le dialogue et poursuivent des buts démocratiques ? Quelle protection donner aux « têtes de turc », etc. ?

VII. Les facteurs de polarisation dans l'Europe du 21^e siècle

Avant d'en venir aux stratégies permettant d'éviter la polarisation pernicieuse ou d'avancer dans une direction constructive et pro-démocratie, il faut examiner les facteurs qui dominent nos sociétés et créent des divisions. Comme déjà mentionné, il existe des causes et facteurs de risques structurels tels que les inégalités socio-économiques, la discrimination ou l'exclusion. De plus, de nouveaux moyens de communication peuvent potentiellement menacer le dialogue, mais ils ont aussi le potentiel de le renforcer.

En fait, ce n'est pas un hasard si la polarisation s'est accrue ces dernières années. Le paradigme économique néolibéral et le discours sur la globalisation ont divisé la société. Au cours des dernières décennies, le fossé entre les revenus et les patrimoines s'est élargi considérablement. « La différence entre les pauvres et les riches dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et de l'Union européenne (UE) a atteint son niveau le plus élevé depuis trente ans » (Cohen/Ladaique 2018, 31). Des économistes et des politologues tels que Joseph Stiglitz (2012), Thomas Piketty (2018) et Colin Crouch (2008) ont expliqué comment les inégalités croissantes sapent l'influence démocratique dans des pans entiers de la société. La perte de confiance dans la démocratie représentative, ses protagonistes et ses institutions est énorme (Perrineau 2007). Le discours sur les gagnants et les perdants est devenu populaire. Il raconte que ceux qui ne réussissent pas manquent de volonté ou ne sont pas assez préparés ou compétents. L'inégalité d'opportunités et d'accès à l'éducation est ignorée dans ce discours qui est devenu de plus en plus prévalent en Europe et aux États-Unis. « La globalisation polarise la population entre groupes de gagnants et de perdants qui ne suivent pas nécessairement les divisions classiques (...). En deux mots, les perdants de la globalisation sont des citoyens qui ont vu leurs opportunités de vie réduites par les effets de la globalisation tandis que les gagnants sont ceux qui considèrent avoir bénéficié de la globalisation » (Teney et al. 2014, 575).

De plus, il existe une structure néolibérale au travail et dans les entreprises, où des hiérarchies puissantes de gagnants et de perdants dominant et où la contradiction ou la rébellion contre l'autoritarisme est habituellement sanctionnée. En conséquence, une auto-exploitation pernicieuse a lieu pour éviter d'être du côté des « perdants ». Cette évolution est cohérente avec l'accélération de tout dans notre vie : les processus de production, de prise de décision, mais avant tout de transferts de capitaux et de communication (Rosa 2012). Si les démocraties se caractérisent par le dialogue afin de communiquer et d'échanger des arguments, on n'a pas de temps pour les débats dans nos modes de vie accélérés et néolibéraux.

L'accélération est donc un moteur de polarisation et aussi l'une des raisons pour lesquelles les plateformes d'informations courtes sont devenues si populaires. Twitter et Instagram sont souvent utilisés pour des messages courts, la propagande politique et les slogans. Le monologue et la manipulation remplacent le dialogue et menacent la démocratie. L'explication simpliste de problèmes complexes est diffusée par ces médias, de même que les théories du complot, les fake news et les discours de haine, et tout cela en quelques secondes. C'est donc une combinaison d'inégalités structurelles et de nouveaux moyens de communication qui alimente les processus de polarisation.

L'inégalité est également très visible en matière de participation politique et démocratique. Les gens aisés participent plus souvent aux élections et ont souvent meilleur accès à la politique que les plus pauvres. Les minorités sont toujours victimes de discrimination et sont à peine visibles dans les institutions de représentation démocratique. De telles circonstances peuvent déclencher des processus de polarisation, par exemple lorsque des mouvements sociaux sont organisés pour éliminer les injustices. Dans ces cas-là, la résistance des élites dirigeantes prend rapidement forme et peut même évoluer vers des conditions autoritaires. À l'inverse, les inégalités croissantes rendent ces forces plus agressives ; elles cherchent alors à étendre et renforcer leur sentiment de supériorité et leur pouvoir sur le long terme. Enfin, le phénomène de l'individualisation face à l'inégalité socio-économique et politico-structurelle est en train de se transformer en aspiration à la sécurité et la stabilité (Fromm 1947). La remise en question des identités traditionnelles peut renforcer le désir d'appartenir à un groupe et de se distinguer des autres groupes. Ceci peut potentiellement alimenter les divisions, qui sont ensuite exploitées et menées par les populistes et les polarisateurs.

VIII. Gérer la polarisation : la démocratie inclusive, la résilience et le dialogue

Les États démocratiques qui constituent des sociétés pluralistes ont développé différentes méthodes pour gérer les conflits. Ceci s'applique aussi à d'autres niveaux de gouvernance tels que les municipalités et les régions. Elles allient des principes, des cultures ou des traditions politiques et des stratégies éprouvées. Richard Bellamy suggère quatre modèles théoriques de systèmes politiques pluralistes permettant de gérer les différences sociales.

Le premier modèle est la neutralité constitutionnelle, où le compromis est atteint par le rabotage (trimming), ce qui signifie que la constitution est neutre envers tous les groupes et que les visions du monde et les questions religieuses sont transférées dans la sphère privée. « Les opinions litigieuses peuvent toujours être exprimées, mais seulement dans les sphères privées, par exemple au pub, au club ou avec les amis et la famille » (Bellamy 2000, 202).

Le deuxième modèle est le « Pluralisme des groupes d'intérêt et le compromis par le donnant-donnant ». Dans ce modèle, les rapports de force et les normes constitutionnelles jouent un rôle plus important. Il s'agit d'équilibrer les intérêts de divers groupes qui sont chacun importants, sur la base des relations de majorité. « Lorsque des conflits apparaissent, les groupes ont toujours le pouvoir de forcer et d'atteindre des compromis mutuellement bénéfiques avec d'autres groupes » (ibid. 2000, 204).

Dans le troisième modèle, « consociationnalisme et droits des groupes » ou « le compromis par la ségrégation », une certaine autonomie ou partage du pouvoir entre différents groupes nationaux, ethniques, religieux ou culturels est considérée comme la meilleure voie. « Ils cherchent à préserver le contrôle du groupe sur le plus grand nombre possible de domaines qui sont essentiels à leur mode de vie, à protéger d'autres aspects contre les incursions néfastes et à veiller à ce que les décisions collectives nécessaires soient consensuelles » (ibid. 2000, 106 f.). Les droits du groupe sont perçus comme centraux bien qu'ils puissent mener à un durcissement de l'identité de groupe et donc à de la polarisation. Les partisans de ce modèle soulignent qu'il peut stabiliser des sociétés profondément divisées. Cependant, Bellamy ne croit pas aux effets positifs d'un tel consociationnalisme sur le long terme.

Il préfère le quatrième modèle, le « Libéralisme démocratique : le compromis comme négociation », qui reconnaît le pluralisme et les différentes identités présentes dans une société mais cherche à développer une communauté politique par le biais de négociations équitables et du dialogue. La société et la politique sont vues comme des processus dynamiques de négociation par le dialogue entre groupes et individus. « La disposition clé à encourager est résumée dans la formule républicaine *audi alteram partem*, qui signifie "écouter l'autre partie". Ce critère contraint à la fois les procédures et les résultats du processus politique. Les gens doivent laisser tomber la pensée qui s'auto-référence et défend ses propres intérêts et prendre en compte les considérations qui sont fondamentales pour les autres, et donc rejeter les arguments qui échouent à tout traiter selon une valeur morale égale. Ils doivent s'efforcer de faire avec le clash des préférences et des principes associés au pluralisme en recherchant des compromis intégrateurs qui vont au devant des préoccupations des autres plutôt que des contraintes à surmonter par des concessions minimales et tactiques. En résumé, le rabotage, le marchandage et la ségrégation doivent laisser la place à la négociation » (ibid. 2000, 211f.).

Ce modèle de démocratie est solidement fondé sur la participation et le dialogue. Ceci s'applique aussi aux théories de la participation ou à la théorie de la démocratie comme révolte mentionnée plus haut (Pausch 2019). L'idée de base va plus loin que le modèle de Bellamy. Elle met en avant le droit de chaque être humain à se révolter contre l'injustice, l'oppression et l'autoritarisme en toutes circonstances et promeut une compréhension cosmopolite de la démocratie (Hayden 2013).

Concrètement, cela signifie que l'on peut lutter contre la polarisation pernicieuse à partir du dialogue et de l'inclusion. C'est ce que vise Bart Brandsma lorsqu'il parle des quatre facteurs qui changent la donne. Le premier consiste à changer le public-cible. Brandsma recommande de ne pas se centrer sur les pousseurs mais plutôt sur le centre. Le second consiste à changer le sujet et à ignorer les constructions d'identité pour avoir plutôt une conversation sur les buts et les intérêts communs. Brandsma suggère alors de changer de position. Les « bâtisseurs de pont » ne doivent pas être au-dessus des parties, mais plutôt entre les deux pôles et avancer vers le centre. Je voudrais aussi ajouter qu'ils ne devraient le faire que si les buts et les méthodes des deux parties polarisantes sont également démocratiques. Si au contraire il y a une polarisation entre deux groupes dont l'un recherche la démocratisation alors que l'autre cherche seulement à consolider son pouvoir ou à établir des conditions autoritaires, alors une décision claire doit être prise. Les ponts ne peuvent être bâtis qu'entre ceux qui sont prêts à négocier. Les ponts vers des acteurs autoritaires ou extrémistes doivent au contraire être démolis. La quatrième recommandation de Brandsma est de changer de ton et d'utiliser un discours de médiation (Brandsma 2020; RAN 2017).

Du point de vue de la démocratie inclusive, on peut ajouter beaucoup de choses à ceci. D'un côté, il faut veiller à combattre les inégalités structurelles, les discriminations et l'exclusion en tant que facteurs de risque. On peut le faire par le biais d'innovations démocratiques destinées à inclure les minorités et faciliter un accès plus équitable aux prises de décisions politiques. Il existe une large gamme d'interventions concrètes à tous les niveaux politiques. Cela commence par avoir une loi électorale la plus inclusive possible, par exemple en réduisant l'âge de vote ou en octroyant le droit de vote sur la base de la durée de résidence plutôt que la nationalité. Pour les municipalités et les régions, la mise en place de conseils/assemblées citoyennes, de conseils de la jeunesse ou de participation au budget est aussi une option. Les études montrent qu'une partie importante de la population serait favorable à de telles innovations. Il existe différentes façons de toucher les personnes qui ne sont pas habituées à la participation politique telles que le soutien par le biais du travail social ou la formation aux processus participatifs.

La coopération entre le niveau politique, les écoles, les entreprises, les associations, les communautés religieuses, etc. est recommandée afin de faciliter le dialogue entre différents groupes d'âge et d'intérêt ou soudés par une vision du monde commune, et le but devrait être d'avoir une situation idéale de parole. Les critères pour ce type de situation sont que tous les participants aient les mêmes opportunités d'initiation, de participation, de qualité d'interprétation et d'argumentation en l'absence de rapports de force et de tromperie (Habermas 1995). Bien sûr, il ne sera pas toujours possible de complètement atteindre cet idéal, mais on peut l'aborder à partir de toute position de départ. Afin de d'orienter la polarisation dans une direction positive et pour que cela contribue à la démocratisation, il est crucial d'impliquer les citoyens dans un processus participatif.

Au niveau de l'État-nation, les innovations démocratiques sont essentielles si l'on veut empêcher que les citoyens ne se détournent des élites. La démocratie représentative requiert des innovations et des réformes qui la rapprochent des citoyens. C'est pour cette raison que l'Irlande a mis en place, en 2016, des assemblées citoyennes composées de citoyens tirés au sort pour qu'elles examinent non seulement des questions politiques mais aussi des grandes questions constitutionnelles. Il existe de nombreuses autres propositions dont certaines vont loin : les conseils citoyens tirés au sort qui ont une fonction consultative, les mini-publics (Dahl 1997), et diverses formes de participation au budget et à la réforme électorale. Leur but est d'accroître la légitimité d'une démocratie (Smith 2009). Enfin, même l'Union européenne peut mettre en place des assemblées citoyennes et des méthodes participatives pour impliquer les citoyens de différentes origines socio-économiques, ethniques, religieuses ou autres.

Une autre stratégie importante dans la lutte contre la polarisation pernicieuse est de renforcer la résilience contre les discours de haine, les théories du complot, l'autoritarisme et l'extrémisme. Le projet Brave a développé des facteurs de résilience qui couvrent notamment les aspects démocratiques. Il est cependant nécessaire de mettre l'accent sur le potentiel des

processus participatifs et des innovations démocratiques. Lorsqu'il s'agit de résilience, l'éducation à la citoyenneté démocratique est très importante.

Le Conseil de l'Europe travaille dans ce sens depuis quelques années déjà avec son projet de Compétences pour la Culture Démocratique et par le biais de l'éducation citoyenne. Avec son Cadre de Référence sur les Compétences pour la Culture Démocratique, l'UE vise des démocraties plus inclusives, le développement de compétences telles que la pensée analytique et critique, la coopération et la prévention des conflits, le savoir et une compréhension critique du monde. Ainsi, elle affirme que l'éducation est de plus en plus reconnue comme une réponse essentielle aux défis auxquels nos sociétés sont confrontées (Conseil de l'Europe 2017, 8). Les recommandations du Conseil de l'Europe sur l'éducation démocratique peuvent être considérées comme un élément important contre la polarisation. Le but de l'éducation à la citoyenneté est de sensibiliser à la polarisation, de donner des compétences en matière de participation démocratique, de savoir, de pensée critique, de compétences médias, mais surtout de soutenir la participation au dialogue et au processus de prise de décision. Les gens qui sont conscients des problèmes politiques, qui connaissent les origines et la signification de la démocratie, qui ont affaire aux médias et qui ne sont pas dupes des fake news et des discours de haine sont plus résistants que les autres aux polarisateurs et aux populistes. Bien que de nombreuses mesures de la sorte n'aient pas d'effets à court terme, elles sont en fait essentielles à la stabilité des sociétés sur le moyen et le long terme.

IX. De l'analyse à l'évaluation : 7 étapes pour gérer la polarisation

Étape 1 : Analyse des facteurs de risque, des formes et des visées de la polarisation

Dans une première étape, les acteurs locaux doivent commencer à analyser la situation. Parfois, un processus de polarisation semble évident, mais il n'est pas toujours immédiatement visible. Une analyse de polarisation est donc logique, même dans les sociétés supposément non polarisées, afin d'identifier en amont les possibles facteurs de risque. L'analyse doit partir d'une bonne base de données. On peut rendre les facteurs d'inégalité visibles par exemple au travers des données socio-économiques. Un écart croissant entre les riches et les pauvres est un facteur de risque. Il faut aussi examiner l'égalité politique en utilisant des indicateurs tels que la transparence, la représentation et la participation. Si des groupes importants sont sous-représentés dans les processus de prise de décisions, si des métiers et des institutions importantes sont exclus du droit de vote, cela peut être considéré comme un facteur de risque. Grâce à l'échelle de participation, on peut évaluer s'il existe des opportunités de participation dans une ville ou une communauté locale, et quel niveau doit être visé.

Il convient également de prendre en compte les facteurs d'exclusion tels que la discrimination ou le racisme. Les enquêtes d'opinion et d'attitude envers la démocratie et l'autoritarisme ainsi que les allégeances jouent un rôle important ici. Si la confiance et la satisfaction envers les acteurs politiques et les institutions locaux déclinent, c'est un autre facteur de risque. On peut identifier les formes, les causes et les visées des processus de polarisation par une analyse solide (voir à ce sujet les recommandations méthodologiques de Boyd-MacMillan et al. 2019).

Étape 2 : Identification des acteurs des processus de polarisation

À l'étape suivante, il est important d'identifier les acteurs de la polarisation et leur distribution interne des rôles et des fonctions. Qui sont les pousseurs, les bâtisseurs de pont, etc. ? Quelles sont leurs méthodes ? Leurs réseaux ? L'identification des acteurs n'est pas liée à une surveillance sécuritaire, elle a pour but de repérer quels acteurs peuvent participer à un dialogue ou bien sont intéressés par des possibles interventions, et de quelle manière.

Étape 3 : Sensibilisation

À partir des analyses réalisées, la troisième étape est la sensibilisation. Le groupe-cible ici est le grand public ou ceux qui ont une fonction multiplicatrice ou peuvent devenir des bâtisseurs de pont. Les outils de sensibilisation sont les campagnes d'affichage, de radio ou de télévision, les réseaux sociaux et toute la gamme des moyens de communication. Les ateliers, conférences, débats, etc. sont aussi utiles pour cibler certains groupes tels que les enseignants ou les travailleurs sociaux. L'objectif est de sensibiliser sur les processus de polarisation et les possibles points de basculement. Dès la phase d'analyse, on peut sensibiliser par des enquêtes ou des contacts avec le ou les groupe(s) cible(s). Mais en général, il convient d'avoir une politique d'information plus longue et plus détaillée.

Étape 4 : Voix et participation

Dans tous les processus de polarisation, il y a des groupes ou des individus modérés qui ont peu de chances ou même aucune d'élever la voix et qui préfèrent se taire après des déceptions ou par peur. Ces voix doivent être renforcées et amenées sur le devant de la scène. Ce peut être des personnes qui sont marginalisées ou se sentent peu compétentes pour exprimer leurs vues. Ce peut aussi être des personnes qui préfèrent se taire à cause de leurs expériences négatives, ou de l'hostilité ou des menaces exprimées à leur encontre, même si elles ont beaucoup à dire et sont des bâtisseurs de pont. Il faut leur donner de l'espace et les soutenir.

On peut renforcer la participation de bien des façons : par les conseils citoyens, les mini-publics, la participation au budget ou autres formes de participation. La liste des exemples d'innovation démocratique est longue. L'éducation à la démocratie en fait aussi partie, à l'école et dans toutes les associations ainsi que dans le travail avec la jeunesse (pour des exemples de telles initiatives et leurs objectifs, voir Berner/Pausch 2020).

Étape 5 : Coopération institutionnelle et échange

L'échange entre les acteurs et les institutions importants devrait être institutionnalisé ou organisé de manière régulière. Il est souvent difficile d'amener les acteurs à la table parce qu'ils peuvent être en compétition pour l'octroi de financements. Dans d'autres cas, c'est plus facile. Les corps consultatifs tels qu'un comité consultatif d'experts sont une bonne idée, à condition qu'ils ne deviennent pas une fin en soi. Quoiqu'il en soit, l'échange entre le niveau politique, les fonctionnaires, les travailleurs sociaux et ceux qui interviennent auprès des jeunes – les enseignants, la police, les représentants d'associations, de religions, etc. – sont très importants pour lutter contre les processus de polarisation pernicieuse. Il est essentiel d'avoir des échanges réguliers et constructifs et un dialogue.

Étape 6 : Réfléchir sur le passé et construire l'avenir

Comme le dit Bellamy, les démocraties ont moins à voir avec une culture, une religion et une histoire communes qu'avec le projet de construire un avenir ensemble. Ce serait toutefois une grave erreur que de laisser de côté ou de supprimer les aspects historiques. Un problème est que l'histoire d'une ville est souvent racontée par un groupe dominant, alors que les autres groupes demeurent virtuellement anhistoriques et ne trouvent pas leur place dans la société. Il est donc important de créer des lieux communs où l'histoire et les histoires peuvent être racontées à partir de perspectives différentes. Par exemple un processus entamé pour définir l'avenir d'une ville peut commencer avec une discussion ouverte sur l'histoire de la ville, ses immigrants et ses différentes facettes. À partir de là, on peut organiser un futur atelier selon un processus participatif ouvert auquel le plus de gens possible prennent part. De cette façon, une citoyenneté urbaine peut se créer, une loyauté envers une localité ou une région, une image d'un avenir commun.

Étape 7 : L'évaluation régulière

La dernière étape est l'évaluation des mesures. L'évaluation referme le cercle et constitue la base du prochain cycle, où une fois de plus des mesures différentes peuvent être prises. Les évaluations doivent toujours veiller à non seulement mesurer les résultats et réalisations mesurables mais aussi prendre en compte les opinions et les perceptions des participants, des groupes cibles et des acteurs. Elles ne doivent pas être conçues comme un instrument de sanction mais comme faisant intégralement partie de l'analyse systématique des processus de polarisation. La satisfaction des différents acteurs, leurs possibilités de participation et leurs suggestions d'amélioration doivent être incluses.

X. Conclusion

La polarisation fait partie des démocraties pluralistes. Ses acteurs peuvent être démocratiques ou non dans leurs buts et méthodes. Les processus de polarisation apparaissent à partir de facteurs structurels et idéologiques. Cependant, ils peuvent les menacer et les transformer en régimes autoritaires. La liste des innovations possibles est longue. Afin de réduire le fossé entre les hommes et femmes politiques et la population et de mitiger les risques de polarisation pernicieuse, il faut introduire, analyser et évaluer différentes formes de démocratie inclusive et renforcer le dialogue. De nombreuses questions demeurent. Des analyses et des évaluations scientifiques plus poussées sont nécessaires pour progresser dans le travail sur la polarisation. Aujourd'hui, il est urgent de le faire.

Références

- Aronson, R. (2017). 'Albert Camus', *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Summer 2017 ed.), Edward N. Zalta (ed.), <https://plato.stanford.edu/archives/sum2017/entries/camus/>
- Bellamy, R. (2000). Dealing with Difference: Four Models of Pluralist Politics, *Parliamentary Affairs*, 53, pp. 198-217.
- Berner, H. and Pausch, M. (2020). PRACTICIES Handbook for Inclusive Democracy and Empowerment at Local Level, Toulouse.
- Boyd-MacMillan, E., Chapman, T., Jofre-Bosch, A., Konradi, M., Nordbruch, G., Pausch, M., Petit, E. (2010). *Assessing Polarisation at Local Level - Methodological Toolbox for Local Polarisation Audits*, Paris.
- Brandsma, B. (2020): *Inside Polarisation*, website available under: <https://insidepolarisation.nl/en/>
- Camus, A. (1997). *Fragen der Zeit*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt.
- Carothers, T. and O'Donohue, A. (eds.) (2019). *Democracies Divided: The Global Challenge of Political Polarization*, Washington D.C.: Brookings Institution.
- Cohen G. and Ladaïque M. (2018). Drivers of Growing Income Inequalities in OECD and European Countries. In: Carmo R., Rio C., Medgyesi M. (eds) *Reducing Inequalities*. Cham: Palgrave Macmillan.
- Council of Europe (ed.) (2017). *Learning to live together. Council of Europe report on the state of citizenship and human rights education in Europe*, Strasbourg.
- Crouch, C. (2008). *Postdemokratie*, Frankfurt a. M.: Suhrkamp.
- Dahl, R. (1997). *Towards Democracy: A Journey: 1940-1997*, Berkeley.
- DiMaggio, P. Evans, J., and Bryson, B. (1996). Have Americans' social attitudes become more polarized? *American Journal of Sociology*, 102(3), 690-755. <https://doi.org/10.1086/230995>
- Fromm, E. (1947). *Escape from Freedom*. New York: Henry Holt.
- Glasl, F. (1982). The Process of Conflict Escalation and Roles of Third Parties. In: Bomers G.B.J., Peterson R.B. (eds) *Conflict Management and Industrial Relations*. Springer, Dordrecht, pp. 119-140.
- Habermas, J. (1995). *Theorie des kommunikativen Handelns*, Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Hayden, P. (2013). 'Albert Camus and Rebellious Cosmopolitanism in a Divided World', *Journal of International Political Theory* 9(2): 194-219. doi: 10.3366/jipt.2013.0055

- Kleiner, T.M. (2016). Führt Polarisierung zu politischem Engagement? *Swiss Political Science Review* 22(3): 353–384.
- Leggewie, C. (2003). *Die Globalisierung und ihre Gegner*, München: C.H. Beck.
- Levitsky, S. and Ziblatt, D. (2018). *How Democracies Die*. New York: Crown.
- Losurdo, D. (2019). *Class struggle: A Political and Philosophical History*, New York: Palgrave MacMillan.
- Marx, K. and Engels, F. (2016). *Gesammelte Werke*, Köln: Anaconda-Verlag.
- McCoy, J. and Somer, M. (2019). Toward a Theory of Pernicious Polarization and How It Harms Democracies: Comparative Evidence and Possible Remedies, *The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, Volume: 681 issue: 1, pp. 234-271.
- McNeill-Wilson, Vivian Gerrand, Francesca Scrinzi and Anna Triandafyllidou (2019). Polarisation, Violent Extremism and Resilience in Europe today: An analytical framework, December 2019, Project Building Resilience Against Violent Extremism and Polarisation, Deliverable 2.1.
- Michels, R. (1968). *Political Parties. A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*, New York: Simon & Schuster.
- Moyer, B., McAllister J., Finley M.L. and Soifer, S. (2001). *Doing Democracy. The MAP Model for Organizing Social Movements*, Toronto: New Society Publishers.
- Mudde, C. (2016). *On Extremism and Democracy in Europe*. London: Routledge.
- Pausch, M. (2012). What is Political Participation good for? Theoretical Debate and Empirical Data from Austria, *Resistance Studies Magazine* 2012/01: 1-24.
- Pausch, M. (2019). Democracy Needs Rebellion. A Democratic Theory Inspired by Albert Camus, *THEORIA – Journal of Social and Political Theory*, 66(161), pp. 91-107: <https://doi.org/10.3167/th.2019.6616105>
- Perrineau, P. (2007). La Crise de la Représentation Politique, in: Perrineau, Pascal/Rouban, Luc eds: *La politique en France et en Europe*, Paris.
- Piketty, T. (2018). Brahmin Left vs Merchant Right: Rising Inequality & the Changing Structure of Political Conflict (Evidence from France, Britain and the US, 1948-2017), Working Paper Series No. 2018/7, World Inequality Lab, Paris.
- RAN Radicalisation Awareness Network (2017): *Ex Post Paper. RAN POL and EDU meeting on 'Polarisation Management'*, written by Steven Lenos and Marjolein Keltjens, Stockholm: RAN Centre of Excellence.
- Schmitt, J. and Franzmann, S. (2016). 'Wie schädlich sind große Koalitionen? Zum Zusammenhang von Regierungs-Oppositions Konstellation und ideologischer Polarisierung.' in U Jun and S Bukow (eds.), *Parteien unter Wettbewerbsdruck* (Springer VS (im Erscheinen): Wiesbaden).
- Rosa, H. (2012). *Weltbeziehungen im Zeitalter der Beschleunigung. Umriss einer neuen Gesellschaftskritik*, Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Slater, D. and Arugay, A. (2018). Polarizing figures: Executive power and institutional conflict in Asian democracies. *American Behavioral Scientist* 62 (1): 92–106.
- Smith, G. (2009). *Democratic Innovations. Designing Institutions for Citizen Participation*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Staggenborg, S. (2015). *Social Movements*, Oxford: Oxford University Press.
- Stiglitz, J. (2012). *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers our Future*, New York City: W.W. Norton & Company.
- Teney, Céline; Laceywell, Onawa Promise; De Wilde, Pieter (2014). *Winners and losers of globalization in Europe: attitudes and ideologies*, *European Political Science Review*, Cambridge University Press, Cambridge, Vol. 6, Iss. 4, pp. 575-595, <http://dx.doi.org/10.1017/S1755773913000246>